



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 2539

Texte de la question

AUGMENTATION DU CHOMAGE

M. le président. La parole est à M. Jean Glavany, pour le groupe socialiste.

M. Jean Glavany. Monsieur le Premier ministre, le chômage a augmenté en janvier. Nul ne peut s'en réjouir, puisque, au-delà des statistiques, il apporte la détresse humaine et la souffrance sociale, une souffrance que les élus socialistes, comme d'autres d'ailleurs - il faut vous le rappeler, puisque vous aimez à donner des leçons -, rencontrent tous les jours dans leurs permanences. *(Protestations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Pendant des mois, vous avez refusé de voir la réalité du chômage en face. Vous avez notamment refusé de reconnaître que la baisse dont vous vous gargarisiez était artificielle, puisqu'elle était la conséquence logique de départs en retraite plus nombreux, du rétablissement d'emplois aidés que vous aviez supprimés en 2002 et, enfin, de la radiation de nombreux chômeurs. Vous avez refusé de voir que l'emploi marchand, seul indicateur crédible du dynamisme d'une économie *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)*, stagne lamentablement depuis 2002. Vous avez refusé de voir que, pendant que le nombre de chômeurs baissait artificiellement, celui des RMistes augmentait en conséquence.

Le chômage étant reparti à la hausse en janvier, toutes les radios et toutes les chaînes de télévision invoquent la même explication, selon laquelle de nombreux radiés se seraient réinscrits au chômage. Quel aveu ! Si le chômage augmente quand les radiés se réinscrivent, on comprend mieux qu'il régresse quand on les radie !

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous regarder en face la réalité du chômage ? Quand allez-vous tirer le bilan de quatre ans d'échec sur le front de l'emploi ? *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

M. Jean-Louis Borloo, *ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement*. Monsieur le député, si vous m'aviez demandé des éléments d'informations sérieux et précis, je vous aurais indiqué où en sont les plates-formes de vocation ou combien de contrats d'apprentissage ou de professionnalisation ont été signés ce mois-ci. Bref, je vous aurais décrit objectivement la situation au regard des chiffres actuels, sachant que celle-ci comprend de bons et de mauvais aspects.

M. Henri Emmanuelli. La situation, nous la connaissons !

M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Mais vous avez voulu tenter une opération politicienne qui me navre. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Jean Glavany. Je vous ai parlé de la France, monsieur le ministre.

M. Jérôme Lambert. Parler du chômage, c'est faire une opération politicienne ?

M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Puisque vous êtes sensible aux chiffres du chômage, combien avez-vous dû souffrir au cours des douze derniers mois du gouvernement de Lionel Jospin, tout au long desquels il n'a malheureusement pas cessé d'augmenter ! *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Jean Marsaudon. C'est indéniable !

M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Vous savez mieux que quiconque qu'il s'agit de tendances lourdes et que le combat est difficile. Aujourd'hui, vous n'avez plus de regard que pour l'emploi

marchand mais, dans d'autres débats, vous critiquez les entreprises.

Mme Hélène Mignon. C'est faux ! Vous mentez !

M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Il y a quelques années, vous vous attribuez toute la gloire des CES et des CEC, qui avaient pourtant favorisé la création de 650 000 contrats aidés précaires.

M. Jean Glavany. Faites-en autant !

M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. De grâce, monsieur Glavany, vous savez que ce sujet doit être examiné à moyen terme, en fonction d'une tendance générale.

Mme Martine David. Cela fait tout de même quatre ans que vous êtes au pouvoir !

M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Je vous garantis que nous continuerons à mener la bataille contre le chômage. Je connais la souffrance des demandeurs d'emplois, contraints de frapper à la porte de l'ANPE pour n'être reçus parfois qu'après neuf ou dix mois d'attente. Nous tentons de soutenir leurs efforts et de leur apporter de la considération et de l'information. C'est un combat que nous continuerons à mener. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean Glavany](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2539

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : emploi, cohésion sociale et logement

Ministère attributaire : emploi, cohésion sociale et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er mars 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 1er mars 2006